

**Assistance à maîtrise d'ouvrage dans le
cadre de l'opération de construction d'un
restaurant administratif sur le site du Shom
à Brest et de déconstruction du bâtiment
existant**

**PROJET DE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

**MARCHE 24MA10 – LOT 3 : Coordination système de
sécurité incendie (SSI)**

Numéro de consultation : Shom-24MA10

Procédure de passation : Procédure adaptée conformément à l'article R.2123 du code de la commande publique

Article 1 -Identification.....	4
1.1Acheteur	4
1.2Titulaire	4
1.3Engagement du titulaire	4
Article 2 -Objet du marché.....	5
Article 3 -Durée du marché.....	5
Article 4 -Lieu d'exécution.....	5
Article 5 -Documents contractuels.....	5
Article 6 -Modalités d'exécution des prestations	5
6.1Représentation des parties.....	5
6.2Conditions d'exécution.....	6
6.3Obligations du titulaire.....	7
6.4Pilotage des prestations	8
6.5Echange et relecture des livrables	8
6.6Considérations sociales	8
6.7Considérations environnementales - Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES).....	8
6.8Traitement de données à caractère personnel.....	9
6.9Conflit d'intérêts.....	9
Article 7 -Clauses de réexamen	9
Article 8 -Constatation de l'exécution des prestations et admission	10
Article 9 -Garanties	11
Article 10 -Pénalités.....	11
10.1Pénalités de retard	11
10.2Pénalités liées aux réunions en phase préparatoire des travaux et en phase de suivi des travaux ¹²	
10.3Pénalités pour travail dissimulé	12
10.4Pénalités pour manquement à la déclaration d'un sous-traitant	12
10.5Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail	12
Article 11 -Régime financier.....	13
11.1Forme et contenu des prix	13
11.2Révision des prix.....	13
11.3Avances	13

11.4Modalités financières	14
11.5Nantissement et cession du marché.....	14
11.6Intérêts moratoires.....	14
11.7Modalités de facturation.....	14
Article 12 -Propriété intellectuelle	15
12.1Résultats	16
12.2Utilisation des résultats	16
12.3Régime des droits de propriété intellectuelle relatifs aux résultats.....	16
12.4Connaissances antérieures.....	17
12.5Régime des droits de propriété intellectuelle relatifs aux connaissances antérieures.....	17
12.6Garantie des droits	17
12.7Prix des droits.....	17
Article 13 -Dispositions diverses	17
13.1Langue.....	17
13.2Sous-traitance.....	17
13.3Autres obligations administratives.....	18
13.4Assurances	19
13.5Résiliation	19
13.6Exécution aux frais et risques du titulaire.....	19
13.7Différends.....	19
13.8Litiges et contentieux	19
13.9Médiation	20
Article 14 -SIGNATURES	20
Article 15 -Dérogations.....	20

Article 1 - Identification

1.1 Acheteur

EPA Shom - Etablissement public à caractère administratif, sous tutelle du ministère des armées

13 rue du Chatellier

CS 92803

29228 BREST Cedex 2

France

N° Siret : 130 003 981 00011

Courriel : sg-ach-all@shom.fr

Représenté par son Directeur général ou un délégataire habilité.

1.2 Titulaire

Raison sociale :	
Nom, prénom et qualité du signataire :	
Adresse professionnelle :	
Téléphone :	
Courriel :	
N° Siret :	
Code APE :	

Compte bancaire ouvert au nom de :

IBAN :

BIC :

1.3 Engagement du titulaire

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du contrat, et conformément à leurs clauses, le signataire s'engage à exécuter les prestations demandées.

Article 2 - Objet du marché

Le marché a pour objet la prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mission de coordination du système de sécurité incendie (SSI).

Code CPV de la consultation : Pour le lot 3 : 71530000 - Services de conseil en construction.

Article 3 - Durée du marché

La durée du marché court à compter de sa date de notification et s'exécute jusqu'à la réception des travaux (construction et déconstruction).

Les prestations démarrent à la date de notification de l'ordre de service prescrivant leur démarrage.

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

Article 4 - Lieu d'exécution

La mission du titulaire concerne l'opération de travaux relative au bâtiment R sur le site du Shom situé 13 rue du Chatellier à Brest (dept 29).

Il est précisé que le site du Shom est une enceinte militaire.

Article 5 - Documents contractuels

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP 13c/2024 – Lot 3 SSI) ;
- le bordereau des prix ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP 13c/2022) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les avenants postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire y compris le mémoire technique ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Le marché constitué des documents contractuels désignés supra exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Article 6 - Modalités d'exécution des prestations

6.1 Représentation des parties

6.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques,

habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

6.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

6.2 Conditions d'exécution

6.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

6.2.2 Délais d'exécution

Les délais de remise des livrables pour chaque élément de mission sont fixés dans le cahier des charges (CCTP N° 13c/2024).

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé, dans les conditions prévues par le CCAG/PI.

6.2.3 Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

6.3 Obligations du titulaire

6.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

6.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

6.3.3 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

6.3.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit

strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

6.3.5 Autorité du coordonnateur SSI

Le titulaire a un droit d'accès permanent au chantier et pourra requérir tout document auprès de tout intervenant dans le cadre de sa mission.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si au cours d'une phase, le titulaire n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au maître d'ouvrage ;
- la mission du coordinateur peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler tout écart au maître d'ouvrage ;
- les avis donnés au fur et à mesure de l'exécution des travaux sont signés ou contresignés par le coordinateur de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le maître d'ouvrage prendra les dispositions nécessaires pour donner au titulaire une copie du permis de construire.

Tous les éléments ci-dessus constituent une mission unique. Le titulaire sera prévenu par le maître d'ouvrage (copie des OS) des interventions des entreprises.

6.4 Pilotage des prestations

En phase préparatoire des travaux, le titulaire participe aux réunions. En phase de suivi des travaux, une présence systématique en réunions de chantier n'est pas exigée par le maître d'ouvrage, toutefois le titulaire est tenu d'être présent aux réunions pour lesquelles il aura été convoqué.

Le prix de ces réunions sur site à Brest (dept 29), est inclus dans le prix du marché.

6.5 Echange et relecture des livrables

Durant la période de réalisation, et sur accord des parties, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

6.6 Considérations sociales

Le présent marché ne comprend pas de considérations sociales.

6.7 Considérations environnementales - Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat et sur toute sa durée, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les

informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité. Toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant d'accéder à ce document.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, le Shom engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encourage les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

6.8 Traitements de données à caractère personnel

Pour l'exécution du présent marché, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du contrat.

Pour l'exécution du marché, le titulaire sera amené à stocker des données du personnel du Shom telles que les noms, les n° de téléphone, les adresses électroniques.

Le titulaire mettra en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles est effectué conformément au RGPD.

Le titulaire traitera les données pour les seules finalités qui font l'objet du contrat.

Les personnes concernées pourront demander des informations sur le traitement de leurs données. Le titulaire s'engagera à donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire informera conjointement le délégué à la protection des données du Shom (dpd@shom.fr) et la CNIL, sans délai, de toute violation de données à caractère personnel conformément à l'article 33 du RGPD. Cette information sera complétée, sous 72h, via le téléservice de notification de violations de la CNIL.

6.9 Conflit d'intérêts

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Article 7 - Clauses de réexamen

En cas de circonstance que les parties ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative le programme de l'opération et les conditions

d'exécution du marché, une procédure de réexamen du présent marché pourra être menée dans les hypothèses suivantes :

- en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier ;
- en cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la prestation ou l'organisation de la prestation ;
- si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles et mesurables.

Les conditions du présent marché pourront ainsi être réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution. En outre le titulaire est tenu de demander en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant au marché.

Sauf décision expresse du maître d'ouvrage, la mission du titulaire se poursuit sans incidence sur les conditions initiales du présent marché.

Cas d'une suspension des prestations suite à la survenance de circonstances imprévisibles :

Dans un délai maximum de deux semaines à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG/PI.

Article 8 - Constatation de l'exécution des prestations et admission

A l'issue de la vérification qualitative de chaque livrable attendu, le Shom prend les décisions d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet dont les termes sont définis ci-dessous :

- Admission : le Shom reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché.
- Ajournement : le Shom estime que les prestations peuvent être reçues moyennant des mises au point et/ou des corrections à opérer par le titulaire. En cas d'ajournement, la décision transmise au titulaire précisera le délai qu'il devra respecter pour la mise au point des livrables concernés.
- Admission avec réfaction : le Shom estime que les prestations, sans entièrement satisfaire aux stipulations du marché, peuvent être reçues en l'état. Dès lors, le Shom prend la décision motivée de réduire le montant des prestations à verser au titulaire proportionnellement à l'importance des imperfections constatées ;

- Rejet : le Shom estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction. Il notifie une décision motivée de rejet.

Chaque livrable doit être transmis au Shom par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/PI, toutes les décisions du Shom sont notifiées au titulaire dans un délai maximum de 1 mois à compter de la date de réception du livrable. Elles sont impérativement motivées sauf s'il s'agit d'une décision d'admission.

Article 9 - Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie prévue à l'article 30 du CCAG/PI.

Cette garantie s'exerce indépendamment :

- de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil ;
- de la garantie légale de parfait achèvement.

Article 10 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

10.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI et en cas de retard dans la présentation des documents définis au CCTP 13c/2024, le titulaire subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé comme suit :

- Cahier des charges fonctionnel en phase conception et dossier d'identité SSI final en phase réception : 160 euros HT ;
- Autres documents : 80 euros HT.

Pour le calcul des jours de retard, il ne sera tenu compte ni du jour de la date limite, ni du jour de la date réelle de réception du document.

La valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité est égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

10.2 Pénalités liées aux réunions en phase préparatoire des travaux et en phase de suivi des travaux

En complément de l'article 14 du CCAG/PI, en cas d'absence du titulaire aux réunions en phase préparatoire des travaux et aux réunions de chantier pour lesquelles il aura été convoqué, une pénalité forfaitaire de 300 euros est appliquée par absence constatée.

10.3 Pénalités pour travail dissimulé

En complément de l'article 14 du CCAG/PI, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve, en précisant le délai à respecter pour produire cette preuve de régularisation.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 1 000 euros HT par semaine de retard.

10.4 Pénalités pour manquement à la déclaration d'un sous-traitant

En complément de l'article 14 du CCAG/PI, pour toute absence de signalement d'un sous-traitant, il peut être fait application de plein droit et sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros HT.

10.5 Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail

Le titulaire produit, tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Les pièces à fournir sont à minima les suivantes :

- l'attestation annuelle de régularité fiscale au regard des obligations fiscales ;
- déclarations de résultats et de TVA, Paiement de la TVA, paiement de l'impôt sur les sociétés ;
- l'attestation de vigilance relative aux obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations et de fourniture des déclarations des candidats à une commande publique au moins égale à 5000 €, datant de moins de 6 mois ;
- les attestations d'assurances professionnelles (responsabilité civile et décennale) ;
- la liste nominative des salariés étrangers intervenant dans le cadre du présent contrat et soumis à autorisation de travail, en application de l'article D8254-2 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire : sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

A défaut le titulaire s'expose à l'application sans mise en demeure, d'une pénalité forfaitaire de 300 euros HT par semaine de retard à compter de la demande de régularisation émise par le Shom.

Article 11 - Régime financier

11.1 **Forme et contenu des prix**

Le marché sera traité conformément au bordereau des prix, pour les prestations réellement réalisées. Le prix du marché est forfaitaire, quelle que soit la durée du chantier.

Les prix sont complets. Ils comprennent :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché ;
- les droits de propriété intellectuelle ;
- la participation aux réunions et visites nécessaires à l'exécution de la mission ;
- la fourniture des livrables tels que décrits dans le CCTP ;
- tous les frais annexes y compris les frais d'envoi de documents, de déplacement et d'hébergement des intervenants ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

11.2 **Révision des prix**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre finale retenue.

Les prix forfaitaires des différents éléments de mission sont révisés par application de la formule suivante :

$$Pr = P0 \times [0,15 + 0,85 \times (ING / ING0)]$$

Pr = Prix révisé

P0 = prix établi aux conditions économiques du mois de remise de l'offre finale retenue.

ING0 est la valeur de l'indice « Index divers de la construction - ING - Ingénierie - code valeur indice 001711010 » publié par l'INSEE, pour le mois de remise de l'offre finale retenue.

ING est la valeur de l'indice « Index divers de la construction - ING - Ingénierie - code valeur indice 001711010 » du mois *m*. Ce mois *m* correspond au mois de fin d'exécution contractuelle de l'élément de mission.

- si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, on arrondit au centième supérieur ;
- si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, on arrondit au centième inférieur.

11.3 **Avances**

Si le titulaire n'y renonce pas, une avance correspondant à 10 % du montant TTC des éléments de la phase conception, sera payée au titulaire sans demande de sa part, dans un délai maximum de trente jours à compter de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises des éléments de la phase conception et doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 85 % du montant toutes taxes comprises des éléments de la phase conception.

11.4 Modalités financières

11.4.1 Répartition des paiements

Pour les phases de conception et de réception, la répartition des paiements est la suivante : 100 % de l'élément concerné après admission du livrable.

Pour la phase réalisation : acompte trimestriel en fonction de l'avancement du chantier, sur approbation du maître d'ouvrage.

11.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Le marché ne prévoit pas de garanties financières au sens des articles R.2191-32 à R.2191-44 du code de la commande publique.

11.5 Nantissement et cession du marché

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances.

11.6 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

11.7 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

11.7.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- le numéro du marché (24MA10 – Lot 3 SSI) ;

- la date et le numéro de la facture ;
- la dénomination et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET ;
- les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- le détail des prestations exécutées ;
- les prix forfaitaires ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision des prix;
- le montant hors TVA et TTC ;
- le numéro d'engagement juridique.

11.7.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

11.7.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

11.7.4 Transmission des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les factures seront transmises à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr/> (code service exécutant : FACTURES_FOURNISSEURS).

En cas de sous-traitance partielle, la plateforme CHORUS permet au sous-traitant d'enregistrer directement sa facture, la procédure à respecter est la suivante :

Etape 1 : le sous-traitant doit transmettre sa demande de paiement dans Chorus Pro dans l'espace + Factures émises. Il doit identifier le titulaire dans le champ + Titulaire, et renseigner les informations demandées. En tant que sous-traitant celui-ci devra indiquer dans le cadre de facturation, le code A9. A9 = dépôt d'une facture par un sous-traitant.

Etape 2 : Suite au dépôt de la facture, Chorus Pro va envoyer une notification par courriel au titulaire, l'informant que son sous-traitant a émis une facture en qualité de sous-traitant.

Etape 3 : Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour valider la demande de paiement dans l'espace + Facture à valider, de Chorus Pro. En l'absence de validation par le titulaire dans le délai imparti, la validation est tacite. En cas de refus de validation par le titulaire, la facture sera néanmoins transmise au Shom qui pourra alors décider de traiter, suspendre ou rejeter la demande de paiement.

Etape 4 : Une fois la validation de la facture effective, le Shom reçoit dans l'espace + Facture reçues, la demande paiement.

Etape 5 : Le règlement de la facture par le Shom reste inchangé.

Pour de plus amples renseignements, les informations complémentaires peuvent être consultées à l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr/>

Article 12 - Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre

à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP. Le présent marché fait application des articles 32 à 35 du CCAG/PI.

12.1 Résultats

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que notamment :

- Avis sur APS, APD et DCE ;
- Cahier des charges fonctionnel ;
- Avis visites de chantier avec notes d'observations ;
- Dossier d'identité SSI.

12.2 Utilisation des résultats

Les résultats sont utilisés par le Shom en interne, pour le suivi de l'opération. Ils sont susceptibles d'être communiqués à des tiers et notamment au maître d'œuvre, aux autres intervenants de l'opération et à tout expert ou magistrat en cas de contentieux.

12.3 Régime des droits de propriété intellectuelle relatifs aux résultats

Conformément à l'article 35.1 du CCAG/PI, le titulaire concède au Shom les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés au paragraphe ci-dessus " Utilisation des résultats ".

Les droits d'utilisation comprennent notamment le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- dupliquer et communiquer notamment aux intervenants de l'opération et aux utilisateurs de l'ouvrage ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Cette concession de droits est effective pour la France métropolitaine et pour une durée de 30 ans.

12.4 Connaissances antérieures

Conformément aux articles 32.2 et 32.3 du CCAG/PI, les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont utilisés dans le cadre du marché mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment, les oeuvres de l'esprit, les études, dessins, maquettes, plans, documents écrits ou graphiques, sur supports matériels ou électroniques, ainsi que les décisions d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, y compris par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages visés par le présent marché, et plus généralement, tous les éléments susceptibles de protection par des droits de propriété intellectuelle, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les droits de la personnalité, et qui appartiennent au Shom, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence.

Conformément à l'article 33.2 du CCAG/PI, dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées au fur et à mesure de l'exécution du marché. Une synthèse des connaissances antérieures utilisées pourra être demandée par le maître d'ouvrage, en fin d'exécution.

12.5 Régime des droits de propriété intellectuelle relatifs aux connaissances antérieures

Les dispositions des articles 33 et 34 du CCAG/PI s'appliquent au présent marché.

12.6 Garantie des droits

La garantie des droits s'exerce conformément à l'article 35.4.2 du CCAG/PI.

12.7 Prix des droits

Les droits de propriété intellectuelle, sont inclus forfaitairement dans le prix global du marché, sans exception.

Article 13 - Dispositions diverses

13.1 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

13.2 Sous-traitance

La sous-traitance de la totalité du contrat est interdite.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter au Shom son sous-traitant par le biais de la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 accessible en ligne à l'adresse suivante : www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat) signée du titulaire et du sous-traitant.

Cet acte mentionne : la nature des prestations concernées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues, les

capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur dispose de 21 jours à compter de la remise de la déclaration de sous-traitance et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) pour rejeter la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique. Le paiement direct dès 600 euros TTC s'applique à tous les sous-traitants. Avant transmission de la facture, celle-ci doit être validée du titulaire.

13.3 *Autres obligations administratives*

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution du contrat et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du contrat doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail :

- l'attestation annuelle de régularité fiscale ;
- l'attestation de vigilance relative aux obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations et de fourniture des déclarations des candidats à une commande publique au moins égale à 5 000 €, datant de moins de 6 mois ;
- les attestations d'assurances professionnelles (responsabilité civile et décennale) ;
- la liste nominative des éventuels salariés étrangers intervenant dans le cadre du présent contrat et soumis à autorisation de travail, en application de l'article d8254-2 du code du travail.

Ces documents sont déposés et régulièrement mis à jour par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

Si le titulaire recourt, en cours d'exécution du marché, à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

En cas de sous-traitance, ces documents seront impérativement déposés sur la plate-forme par le sous-traitant. Cette disposition conditionne l'agrément du sous-traitant par le Shom.

13.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers. A ce titre dès la notification du marché, le titulaire fournit au Shom les attestations suivantes :

- attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.
- attestation d'assurance en responsabilité civile décennale s'appliquant à l'ensemble de l'opération de construction.

Il devra en outre s'il y a lieu, souscrire à ses frais une police complémentaire si celles existantes ne sont pas considérées comme suffisantes par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

13.5 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

En complément, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

La résiliation n'a pas d'incidence sur l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures pour la durée d'exploitation prévue au marché sous réserve de l'admission des résultats concernés et de leur paiement.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions des articles 36 à 40 du CCAG/PI.

13.6 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG/PI.

13.7 Différends

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par l'article R.2197 du code de la commande publique relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends.

Le comité consultatif compétent est constitué des médiateurs délégués régionaux, accessibles sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>.

13.8 Litiges et contentieux

Le présent contrat est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif auquel est rattaché le domicile de la personne publique (tribunal administratif de Rennes).

Tout litige dans le cadre du présent contrat pour les questions relatives à la propriété intellectuelle est soumis au tribunal judiciaire de Brest.

13.9 Médiation

Le médiateur des entreprises peut être saisi par les acteurs économiques tant publics que privés. Les informations sont accessibles sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

Article 14 - SIGNATURES

Signature électronique du titulaire : (représentant habilité pour signer le marché)

Signature électronique du pouvoir adjudicateur :

Article 15 - Dérogations

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG/PI auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
8	28.2	Constatation - Admission
10	14	Pénalités